

ALAIN LAMBERT

ANCIEN MINISTRE UMP DU BUDGET,
PRÉSIDENT DU CONSEIL GÉNÉRAL DE L'ORNE

« La décentralisation à la française, c'est l'État qui transfère en conservant pour lui seul le pouvoir de prescription ! »

L'ancien ministre du Budget multiplie les propositions pour que la décentralisation sorte de la contradiction d'un État qui ne laisse aux collectivités locales que la liberté d'appliquer ses propres décisions. Alain Lambert souhaite que le prochain gouvernement renonce à la création du conseiller territorial voulue par Nicolas Sarkozy.

Faut-il une nouvelle étape de décentralisation ?

Pourquoi pas, mais un préalable est nécessaire : définir le concept même de décentralisation et repositionner le rôle de l'État. Car comment peut-on concilier une prescription qui demeure nationale avec une mise en œuvre et une responsabilité financière locale ? C'est là le défaut majeur de construction de l'acte II de la décentralisation, dans la mesure où l'État continue de prescrire dans les domaines qu'il a transférés, tels que les allocations de solidarité aux départements. Le plus important est de définir d'abord l'objectif et les modalités de sa mise en œuvre. Le plus urgent est de cesser que tous les échelons territoriaux s'occupent ensemble de la même chose en même temps. La politique de la ville en est un exemple : elle associe une multitude de partenaires, elle coûte une fortune pour des résultats insuffisants. Lorsque l'efficacité de l'action publique nécessite que certaines compétences restent partagées, un chef de file devra être désigné et un guichet unique mis en place pour l'instruction des dossiers de demande de subvention.

La décentralisation est-elle, en théorie, source d'économies ?

Non, son principal mérite est de rapprocher le centre de décision de là où s'accomplit l'action publique. Mais cela suppose que celui qui agit dispose des pouvoirs, des ressources et d'une libre appréciation de la mise en œuvre. Or la

décentralisation à la Française, c'est l'État qui transfère – par exemple, aux départements, une politique sociale – en conservant pour lui seul le pouvoir de prescription, qui confie la gestion à un tiers, la caisse d'allocations familiales, et confine le département au rôle exclusif de payeur avec des ressources sans aucune corrélation avec la dépense. C'est une situation kafkaïenne. Le pouvoir de prescrire suppose le devoir de financer. Le corollaire naturel de la décentralisation doit être : Qui commande paie !

que cette fonction est supposée apporter. En revanche, on peut décider que les élus régionaux soient élus au sein des conseils généraux, pour mieux articuler l'action régionale et départementale.

Comment mieux gérer la fonction publique territoriale ?

C'est délicat. Autant il est important que les agents puissent facilement passer d'une fonction publique à l'autre, autant l'unification de leur statut semble difficile, car ce sont des métiers bien différents. Le temps est venu de

Quel est le schéma idéal qui allie communes, intercommunalités, départements, régions ?

Difficile d'avoir un schéma unique. Les solutions sont différentes selon que l'on se trouve ou non en zone de forte densité de population. Essayons de faire simple. Il existe un couple qu'il faut encore rapprocher, celui des communes et des intercommunalités. L'audace serait de faire de l'intercommunalité la nouvelle commune dont le président serait le maire. Puis chaque commune aurait son maire délégué avec un conseil restreint pour

Le rapporteur général du budget, Gilles Carrez (UMP), assure que l'on obtiendrait 2 à 3 milliards d'euros d'économies en regroupant régions et départements...

La fusion des deux couples communes-intercommunalité et départements-région peut générer des économies, à condition que l'intégration soit très forte et qu'il n'y ait qu'un seul centre de pilotage. Mais je me garderai bien de donner un chiffre.

Jusqu'à où pousser l'autonomie fiscale des collectivités locales ?

La réforme de la taxe professionnelle a vidé de son sens la notion d'autonomie fiscale pour les départements et les régions. L'autonomie financière, cela ne veut rien dire pour les dépenses obligatoires, celles qui résultent de la loi. Il faut plutôt instaurer un système de remboursement puisque les collectivités agissent pour le compte de l'État. En revanche, pour le financement des dépenses discrétionnaires, l'autonomie financière est souhaitable tout en respectant le programme de stabilité européen auquel les collectivités locales devraient être associées, sous la forme d'un mandat donné à leurs associations nationales représentatives (AMF, ADF, ARF). Lesquelles seraient signataires du programme.

« AUJOURD'HUI, LA SITUATION PROVOQUÉE PAR LA DÉCENTRALISATION EST KAFKAÏENNE »

La réforme territoriale est contestée à droite comme à gauche. Que faut-il garder, que faut-il changer ?

Il faut conserver l'évolution de l'intercommunalité pour dessiner des territoires correspondant à un réel bassin de vie en commun avec une taille critique qui permette de financer des projets. Plus de souplesse doit être donnée pour que les nouvelles communautés définissent librement leurs compétences et leurs ressources. La possibilité de mutualisation des moyens et des services doit être étendue à l'ensemble des niveaux de collectivités. Enfin, il faut renoncer à cette idée de conseiller territorial, car elle divise inutilement les élus au moment où il faut les appeler tous au sursaut et à la solidarité. Et je ne crois pas du tout aux économies

reconnaître que l'assouplissement du statut est indispensable et que les syndicats n'en fassent pas un but de guerre. C'est ce qui permettra de mieux payer les fonctionnaires et de contenir en même temps la masse salariale ! La rigidité actuelle aboutit à deux perdants : l'agent, dont le salaire est faible, et la collectivité, dont la charge salariale explose. Il faut passer un accord gagnant-gagnant, plus de liberté sur les rémunérations, mais une masse globale qui ne doit plus augmenter et qui doit être plafonnée au niveau du montant global des rémunérations et des pensions. La mutualisation des moyens humains entre collectivités doit devenir la première règle de gestion de la fonction publique territoriale.

l'assister comme les mairies d'arrondissement du système Paris Lyon Marseille. Un second couple peut être formé par les départements et les régions. Les départements ont un rôle important de « tête de réseau » à jouer vis-à-vis des intercommunalités. Des schémas départementaux de compétences et de moyens pourraient être élaborés entre les conseils généraux et les intercommunalités. Enfin, les relations avec l'État doivent être clarifiées. Après avoir été un facilitateur, l'État est malheureusement devenu un empêchement – source de frein, de complexité, de bureaucratie, de coûts supplémentaires. Il doit se retirer des fonctions dans lesquelles il ne paie plus rien. Les préfets doivent conserver leur rôle de contrôle et de garant de légalité et d'égalité républicaine.

Propos recueillis
par **Éric Mandonnet**
Rédacteur en chef adjoint
de *L'Express*